

Les pays les plus pauvres de l'Afrique demandent plus d'investissement dans la technologie et l'infrastructure de l'internet haut débit

Communiqué de presse

Dakar, 28 février 2017 – Il est possible pour le développement durable dans les pays les plus pauvres de l'Afrique de bénéficier de davantage d'investissement dans l'infrastructure de l'internet haut débit, selon les représentants des pays les moins avancés de l'Afrique, en réunion à Dakar au Sénégal aujourd'hui.

Cette rencontre prévue pour deux jours, est organisée par le Gouvernement du Sénégal en collaboration avec UN-OHRLLS, réunit des représentants gouvernementaux et de la société civile, du secteur privé ainsi que des hauts fonctionnaires de l'ONU, ce qui offre aux participants une occasion de partager leurs connaissances sur les technologies de l'information et de la communication (TIC). Les réussites et les obstacles seront pris en considération lors de cette réunion, ce qui permettra également de faire le point sur les progrès accomplis par rapport à l'atteinte des engagements internationaux – notamment les Objectifs de développement durable et le Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés (PAI).

"Dans un monde connecté, les technologies de l'information et de la communication sont essentielles pour permettre aux individus et aux entreprises de participer dans l'économie du savoir," selon Gyan Chandra Acharya, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Haut représentant pour les Pays les moins développés, les pays en développement sans littoral et les petits états insulaires en développement. "Pour atteindre la sécurité alimentaire, éradiquer la pauvreté, empêcher les pertes causées par des désastres, donner aux femmes et aux filles les moyens de se prendre en charge et même pour une croissance économique durable et inclusive, l'accès au haut débit est une question transversale qui est indispensable pour atteindre les Objectifs de Développement Durable dans les pays les moins avancés."

La réunion mettra l'accent sur la technologie haut débit et comment les pays les moins développés de l'Afrique pourront rentabiliser les investissements dans le haut débit afin d'atteindre le développement durable, et accélérer la mise en œuvre du PAI. En outre, des études de cas sur des initiatives en matière de haut débit dans les pays les moins développés de l'Afrique alimenteront les débats.

Selon M. Birima Mangara, Ministre Délégué Chargé du Budget: « ... **le numérique constitue une chance pour l'Afrique. La transformation numérique est la chance que les pays africains, en général, et les PMA africains, en particulier, doivent saisir pleinement.** »

Il n'y a aucune autre groupe de pays qui bénéficierait plus des TIC que les pays les moins avancés du monde – parmi lesquels plusieurs qui ont beaucoup œuvré afin de bénéficier des avantages d'un taux

accru d'utilisation des technologies. Étant donné l'importance de la connectivité haut pour ces nations, de nombreux pays parmi les nations les moins développés qui ont fait des progrès dans l'amélioration de l'accès à l'internet et aux téléphones portables, bien que le niveau moyen d'accès reste bas.

En 2015, seulement 11,1% des foyers dans les pays les moins développés avaient accès au haut débit, en comparaison avec le moyen global de 52,3% ou même plus dans les autres pays dans le processus de développement à 41,1%. La question des coûts abordables est un facteur crucial qui touche à l'accès au haut débit dans les pays les plus pauvres du monde, dont plusieurs appliquent des tarifs de services (dont la qualité varie) très chers, ainsi que des coûts d'exploitation très élevés.

Le groupe des pays les 'moins avancés' compte 48 membres dont 32 se trouvent en Afrique. Les pays les moins développés sont au bas de l'échelle du développement, avec un faible niveau de développement humain, des revenus bas, des niveaux de croissance économique faibles et un haut niveau de vulnérabilité. Ainsi, ils demeurent au centre des défis de développement globaux.

En mai de l'année 2011, la communauté internationale avait adopté le PAI et s'était fixé comme objectif de le mettre en œuvre à l'horizon 2020. L'objectif principal du PAI est de surmonter les défis structurels auxquels les pays les moins développés font face, afin d'éradiquer la pauvreté, atteindre les objectifs de développement arrêtés par communauté internationale et permettre aux pays de sortir de la catégorie "pays les moins avancés."

UN-OHRLLS a développé un fort plaidoyer en direction de l'accès au haut débit pour les pays les moins développés en tant qu'élément crucial pour atteindre le PAI et l'Agenda 2030 pour le Développement Durable. Le bureau de l'UN-OHRLLS a également encouragé la cohérence entre le soutien du système de l'ONU et les institutions financières internationales et le Secrétaire général adjoint est membre du Commission sur le haut débit (Broadband Commission) pour améliorer le soutien aux pays les moins développés dans le secteur des TIC.

Les conclusions de la réunion devraient contribuer à enrichir le débat plus exhaustives sur la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable lors du Forum Politique de Haut Niveau prévu à New York.

Point focal pour les médias :

Minielle BARO – Chargée de bureau, Centre d'information des Nations Unies

Dakar, Senegal

Tel : 00221 33 869 99 14

minielle.baro@unic.org/baro@un.org

Louise Stoddard – Stoddard@un.org (New York)